

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a beaucoup contribué à éclaircir certains points qui préoccupaient le grand public. Il a donné des explications sur l'étude réalisée par le corps du génie de l'armée des États-Unis sur la formation et la fonte des glaces dans les lacs du Nord. Il est dommage que cette étude n'ait pas été faite conjointement avec le Canada et que le corps du génie américain ait travaillé sur le côté canadien des lacs.

Il a également fourni des éclaircissements sur l'étude des eaux septentrionales, entreprise mixte du gouvernement du Canada et du gouvernement de l'Ontario. Nous espérons qu'un rapport complet nous sera communiqué prochainement.

En ce qui concerne le projet du canal Grand, il semble au stade des discussions préliminaires. Je dois cependant dire au ministre que mon parti serait très déçu que la réalisation de ce projet soit confiée à l'entreprise privée. Un projet aussi important doit être entrepris par le gouvernement intéressé, car nous serons un jour obligés de le renflouer à l'aide des deniers publics ou alors nous constaterons que le contrôle de la société nous aura échappé, de même qu'une très importante caractéristique de la vie canadienne.

Si le ministre a fait cette déclaration, c'est surtout qu'il se rend compte que la population canadienne se préoccupe de nos ressources en eau, et à bon droit. Les Canadiens commencent à constater que l'eau demeure l'une de nos valeurs les plus importantes. Non seulement la consommation intérieure de l'eau a-t-elle augmenté, mais la consommation industrielle croît dans une proportion géométrique. Il faudra de plus en plus d'eau pour les projets d'irrigation dans plusieurs régions du Canada. Le moment viendra, peut-être même du vivant de certains députés, où l'eau sera plus importante que des combustibles que nous recherchons à l'heure actuelle. Dès lors, les Canadiens appréhendent que nous perdions la maîtrise de ce précieux actif.

Cet état de choses n'est atténué en rien par le rapport de la commission Shultz mise sur pied par le gouvernement américain, ni par la déclaration faite la semaine passée par le président Nixon, ni par la création de la nouvelle commission américaine présidée par M. George Lincoln, car tout ceci semble annoncer une forme très insidieuse de chantage. En fait, on dit au gouvernement du Canada: «Si vous voulez vendre du pétrole canadien aux États-Unis»—ce qui est le cas—«nous attendons en échange de pouvoir disposer de grandes quantités de gaz naturel et d'autres ressources naturelles destinées à notre usage,

d'avoir libre accès au passage du Nord-Ouest, d'obtenir le droit de construire un oléoduc dans le delta du Mackenzie.» La plupart des gens interprètent la phrase du président, où il est question d'«autres ressources» comme un indice annonçant un intérêt de plus en plus manifeste pour certaines des ressources en eau du Canada.

Je dois dire, monsieur l'Orateur, que les propos du ministre ne me rassurent pas du tout. Il a dit, vers la fin de son exposé:

Je réaffirme avec insistance qu'il est interdit de vendre de l'eau aux États-Unis sans l'autorisation du gouvernement du Canada.

Monsieur l'Orateur, aucune vente d'eau ne devrait se faire aux États-Unis, à mon avis, sans le consentement et l'agrément du Parlement.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Je ne crois pas qu'un gouvernement, dont le passage au pouvoir est éphémère, ait le droit de céder l'une de nos plus précieuses richesses naturelles. J'espère que le gouvernement est disposé à nous donner l'assurance que les députés d'en face ne concluront aucune entente en vue de céder de l'eau ou d'autres ressources naturelles sans l'avoir fait au préalable sanctionner par le Parlement tout entier.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, la déclaration que l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources vient de faire m'a vivement intéressé, étant donné, surtout, que la principale partie de sa déclaration a trait au projet du Grand Canal qui traversera dans toute sa longueur la circonscription électorale que je représente.

L'honorable ministre nous a dit que des étrangers étaient venus sur notre territoire faire des études ayant trait à la formation et au mouvement des glaces sur les lacs et les autres cours d'eau. Je regrette que la préparation de telles études n'ait pas été confiée à nos experts. Selon moi, nous ne manquons pas d'universitaires qui auraient pu faire ce travail-là. De toute façon, je regrette que des étrangers viennent chez nous faire ces recherches.

Pour ce qui est du projet lancé il y a déjà plus de 10 ans par M. Tom Kierans, un ingénieur de Sudbury, visant à détourner les eaux du bassin de la baie James vers les Grands lacs, le ministre vient de déclarer qu'aucune étude à ce sujet n'a été plus poussée que celle entreprise par M. Kierans. Ces études n'é-